

**Assemblée générale**

Distr. générale
11 juillet 2017
Français
Original : anglais

Soixante-douzième session**Demande d'inscription d'une question à l'ordre
du jour provisoire de la soixante-douzième session****Octroi du statut d'observateur auprès de l'Assemblée
générale au Bureau de recherche macroéconomique
de l'ASEAN+3****Lettre datée du 7 juillet, adressée au Secrétaire général
par les représentants de la Chine et de Singapour
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Conformément à l'article 13 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale, nous avons l'honneur de demander l'inscription à l'ordre du jour provisoire de la soixante-douzième session d'une question intitulée « Octroi du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale au Bureau de recherche macroéconomique de l'ASEAN+3 ».

Conformément à l'article 20 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale, la présente demande est accompagnée d'un mémoire explicatif (annexe I), d'un projet de résolution (annexe II) et de l'Accord portant création du Bureau de recherche macroéconomique de l'ASEAN+3 (annexe III)*.

Nous vous serions reconnaissants de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de ses annexes comme document de l'Assemblée générale.

(Signé) **Liu Jieyi**

Le Représentant permanent
de la République populaire de Chine
auprès de l'Organisation des Nations Unies

(Signé) **Joseph Teo**

Le Chargé d'affaires par intérim
de la République de Singapour
auprès de l'Organisation des Nations Unies

* L'annexe III est distribuée uniquement dans la langue de l'original.



Annexe I

Mémoire explicatif

Historique

1. Le Bureau de recherche macroéconomique de l'ASEAN+3 (ci-après, « le Bureau ») est une organisation intergouvernementale qui fait office d'organe de surveillance macroéconomique régionale pour les membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (Brunei, Cambodia, Indonesia, Lao PDR, Malaysia, Myanmar, Philippines, Singapore, Thailand, et Vietnam) plus la Chine, Hong Kong, le Japon et la République de Corée (ASEAN+3), dont le siège se trouve à Singapour.

2. Le Bureau a initialement été créé en 2011 à Singapour en tant que société à responsabilité limitée. À l'époque, les membres étaient convenus que l'organe de surveillance serait ensuite constitué en organisation internationale dotée de la personnalité juridique qui remplacerait la société de manière à lui permettre de fonctionner efficacement comme organe de surveillance indépendant dans la région.

Instrument portant création du Bureau de recherche macroéconomique de l'ASEAN+3

3. Le 10 octobre 2014, l'Accord portant création du Bureau a été signé à Washington par les membres de l'ASEAN+3. Il est entré en vigueur le 9 février 2016 après avoir été ratifié par huit signataires.

Objectif et fonctions

4. Conformément à l'article 2 de l'Accord, le Bureau a pour objectif de contribuer à assurer la stabilité économique et financière de la région en exerçant une surveillance économique régionale et en appuyant la mise en œuvre de la multilatéralisation de l'Initiative de Chiang Mai, mécanisme multilatéral de trésorerie établi dans le cadre de l'ASEAN+3 qui vise à remédier aux difficultés potentielles et réelles de la région en matière de balance des paiements et de liquidités à court terme.

5. L'article 3 de l'Accord dispose que, pour atteindre son objectif, le Bureau doit s'acquitter des fonctions suivantes :

a) Surveiller et évaluer la situation macroéconomique et la santé économique des membres, et leur faire rapport à ce sujet;

b) Recenser les risques macroéconomiques et financiers ainsi que les facteurs de vulnérabilité qui prévalent dans la région, et aider les membres, s'ils en font la demande, à formuler, en temps utile, des recommandations de politique générale afin d'atténuer ces risques;

c) Aider les membres à mettre en œuvre la multilatéralisation de l'Initiative de Chiang Mai;

d) Mener les autres activités nécessaires à la réalisation des objectifs du Bureau qui pourront être définies par son Comité exécutif.

6. Afin d'atteindre ses objectifs et de remplir ses fonctions, le Bureau tient des consultations annuelles avec chacun de ses membres. En toute indépendance et impartialité, il établit les rapports qu'il juge utiles et communique aux membres, de manière informelle et confidentielle, ses vues sur toutes questions relevant de l'Accord qui pourraient les concerner. Il publie les rapports conformément à la politique de publication définie par le Comité exécutif [art. 5, par. b) à d)].

7. Le Bureau s'engage à contribuer à la stabilité macroéconomique et financière de la région en exerçant une surveillance macroéconomique et en appuyant la mise en œuvre de la multilatéralisation de l'Initiative de Chiang Mai. Son ambition est d'être une organisation régionale indépendante, crédible et spécialisée, qui agit auprès de ses membres en tant que conseiller fiable en matière de politiques dans la région de l'ASEAN+3. Afin d'accomplir sa mission et de réaliser son ambition, le Bureau exerce ses activités dans trois domaines principaux : la surveillance macroéconomique, l'appui à la mise en œuvre de la multilatéralisation de l'Initiative de Chiang Mai et la fourniture d'une assistance technique aux membres.

8. S'agissant de ses activités de surveillance, les priorités opérationnelles du Bureau sont les suivantes : renforcer davantage la surveillance régionale, élaborer un cadre de surveillance et des outils d'analyse complets et concourir aux travaux portant sur la surveillance fonctionnelle ou sectorielle et sur la recherche et les études thématiques.

9. Afin d'aider ses membres à mettre en œuvre la multilatéralisation de l'Initiative de Chiang Mai, le Bureau s'attache principalement à leur fournir un soutien pour que l'Initiative soit opérationnelle : il élabore et révisé notamment ses directives opérationnelles, qui précisent les procédures d'activation pertinentes, et effectue régulièrement des essais selon divers scénarios. En outre, il aide les autorités de ses membres à mettre en place les conditions nécessaires au développement du mécanisme de multilatéralisation de l'Initiative de Chiang Mai en fournissant des conseils et en formulant des recommandations à l'intention des membres concernant la portion des prêts qui n'est pas liée à un programme du Fonds monétaire international (FMI) et l'élaboration d'un plan pour l'examen périodique des modalités et conditions principales de l'Initiative.

10. Le Bureau fournit une assistance technique en tenant compte du stade de développement des pays membres de l'ASEAN+3, du contexte qui leur est propre et de leurs priorités en matière de politique générale afin de mieux répondre à leurs besoins. L'objectif est de créer une plateforme visant à renforcer les capacités des membres en matière de surveillance macroéconomique et à faciliter le partage des connaissances entre les membres et d'autres organisations internationales au moyen des programmes de détachement de personnel, de conseil et de recherche et de formation.

11. Le Bureau a aussi renforcé ses partenariats avec d'autres organisations internationales telles que le FMI, la Banque asiatique de développement, le Mécanisme européen de stabilité et le Fonds latino-américain de réserve, ainsi qu'avec des établissements universitaires et des institutions financières privées, en accueillant et en organisant des manifestations régionales et mondiales portant sur des questions macroéconomiques et financières, et en y participant.

Organes de gouvernance

12. La structure de gouvernance du Bureau est composée du Comité exécutif, du Collège consultatif, du Directeur et des membres du personnel, dont les fonctions sont les suivantes :

a) Chaque membre est représenté au Comité exécutif, deux représentants par membre pouvant y siéger : un représentant du Ministère des finances et un de la banque centrale ou d'une institution équivalente, exception faite de Hong Kong (Chine), qui ne peut en désigner qu'un seul. Le Comité exécutif exerce un contrôle stratégique sur les activités du Bureau et définit ses orientations;

b) Le Collège consultatif se compose de six membres au maximum, qui sont d'éminents économistes désignés par le Comité exécutif. Il est indépendant du

Directeur et des membres du personnel du Bureau et rend compte au Comité exécutif. Il est chargé d'apporter en temps voulu des informations stratégiques, techniques et spécialisées pour contribuer aux évaluations macroéconomiques du Bureau et aux recommandations faites au Directeur;

c) Le Directeur est désigné par le Comité exécutif et exerce ses fonctions selon les modalités établies par le Comité exécutif. Il représente le Bureau et s'occupe des affaires courantes, notamment de la nomination du personnel.

Statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale des Nations Unies

13. Le Bureau est une organisation intergouvernementale dont les activités portent sur des questions qui présentent un intérêt pour l'Assemblée générale. Son objectif (assurer la stabilité économique et financière de la région de l'ASEAN+3 et appuyer la mise en œuvre de la multilatéralisation de l'Initiative de Chiang Mai) est en phase avec les buts et principes de l'ONU, qui visent à promouvoir la coopération internationale en résolvant les problèmes internationaux d'ordre économique.

14. Dans le Programme d'action d'Addis-Abeba issu de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement, les États Membres de l'ONU ont constaté que la stabilité macroéconomique mondiale faciliterait la mise en œuvre de politiques qui contribuent au développement durable. Ils ont aussi appelé à renforcer la coopération entre le FMI et les arrangements financiers régionaux, dans le respect de l'indépendance des institutions respectives.

15. L'octroi du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale au Bureau servirait à asseoir la coopération entre le Bureau et l'ONU s'agissant de la mise en œuvre de politiques qui contribueraient à assurer la stabilité de l'environnement macroéconomique mondial. Cela permettrait aussi au bureau de resserrer ses liens de coopération avec d'autres pays et organisations régionales et internationales.

16. Compte tenu de l'interdépendance entre l'économie mondiale et les économies régionales, une collaboration plus étroite avec l'Assemblée générale permettrait au Bureau de mieux s'acquitter de ses fonctions, principalement en ce qui concerne la surveillance macroéconomique et l'élaboration en temps voulu de recommandations de politique générale visant à atténuer les risques recensés dans la région.

17. L'octroi du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale au Bureau serait bénéfique pour toutes les parties, car sa connaissance de la région de l'ASEAN+3 permettrait au Bureau de contribuer aux débats portant sur l'importance de la surveillance macroéconomique, les questions financières et le rôle des mécanismes financiers régionaux dans les filets de sécurité financière mondiaux.

18. Compte tenu de ce qui précède, le Bureau remplit les critères énoncés dans la décision 49/426 du 9 décembre 1994 de l'Assemblée générale concernant l'octroi du statut d'observateur, étant donné qu'il est une organisation intergouvernementale dont les activités portent sur des questions qui présentent un intérêt pour l'Assemblée.

Annexe II

Projet de résolution

Octroi du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale au Bureau de recherche macroéconomique de l'ASEAN+3

L'Assemblée générale,

Souhaitant promouvoir la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et le Bureau de recherche macroéconomique de l'ASEAN+3,

1. *Décide* d'inviter le Bureau de recherche macroéconomique de l'ASEAN+3 à participer à ses sessions et à ses travaux en qualité d'observateur;
2. *Prie* le Secrétaire général de prendre les mesures nécessaires pour appliquer la présente résolution.

Annexe III

Agreement Establishing ASEAN+3 Macroeconomic Research Office

THE CONTRACTING PARTIES,

Recalling the Chiang Mai Initiative Multilateralisation (hereinafter referred to as “CMIM”) to establish a multilateral liquidity support arrangement under the ASEAN+3 framework to address balance-of-payments and short-term liquidity difficulties in the region;

Whereas the parties to the CMIM agreed under the CMIM to establish a surveillance unit;

Recognising that ASEAN+3 Macroeconomic Research Office Limited (hereinafter referred to as “AMRO Ltd”) was established in 2011 on the initiative of the ASEAN+3 Finance Ministers’ Meeting;

Desiring to constitute AMRO as an international organisation with full legal personality to take over the role of AMRO Ltd so that it can function effectively as an independent surveillance unit in the region; and

Convinced that the establishment of AMRO will serve as an important step forward to promote regional financial cooperation through a permanent institution which will underpin regional financial stability together with a strengthened CMIM;

HAVE AGREED AS FOLLOWS:

CHAPTER 1 ESTABLISHMENT, PURPOSE AND FUNCTIONS

Article 1 Establishment and Members

(1) By this Agreement, the Contracting Parties establish ASEAN+3 Macroeconomic Research Office (hereinafter referred to as “AMRO”) as an international organisation which shall have full legal personality and the legal capacity for carrying out its purpose and functions.

(2) The Contracting Parties that have ratified, accepted or approved this Agreement shall be members of AMRO in accordance with Articles 25 and 26.

Article 2 Purpose

The purpose of AMRO is to contribute to securing the economic and financial stability of the region through conducting regional economic surveillance and supporting the implementation of the regional financial arrangement. The term “regional financial arrangement” means the multilateral liquidity support arrangement under the ASEAN +3 framework to address potential and actual balance-of-payments and short-term liquidity difficulties in the region.

Article 3 Functions

To fulfil its purpose, AMRO shall have the following functions:

- (a) to monitor, assess and report to members on their macroeconomic status and financial soundness;
- (b) to identify for members macroeconomic and financial risks and vulnerabilities in the region and assist them, if requested, in the timely formulation of policy recommendations to mitigate such risks;
- (c) to support members in the implementation of the regional financial arrangement; and
- (d) to conduct such other activities necessary for achieving the purpose of AMRO as may be determined by the Executive Committee.

CHAPTER 2 OPERATIONS

Article 4 Cooperation of Members

(1) Each member shall provide AMRO with relevant information and assistance as may reasonably be required for its surveillance and other activities provided for under Article 3 to the extent permissible under its applicable laws and regulations. Members shall be under no obligation to provide information in such detail that the affairs of individuals or corporations are disclosed.

(2) Each member shall cooperate with AMRO in good faith in AMRO's surveillance and other activities provided for under Article 3.

Article 5 Operations

In order to fulfil its purpose and functions under Article 2 and Article 3:

- (a) AMRO shall use the information provided by members under Article 4 appropriately;
- (b) AMRO may conduct consultations with each member on an annual basis ("Annual Consultation Visits") on such issues as may be relevant to the purpose and functions of AMRO under this Agreement;
- (c) AMRO, independently and without undue influence of any member, shall prepare such reports as it deems desirable in carrying out its purpose and functions, and communicate its views informally and confidentially to any member on any matters arising under this Agreement that may affect such member;
- (d) AMRO shall publish such reports as it deems desirable for carrying out its purpose and functions in accordance with subparagraph (2) (f) of Article 8; and
- (e) AMRO may cooperate with members, international organisations or institutions in related fields within the terms of this Agreement, and enter into agreements with them. No member shall be liable, by reason of its status or participation in AMRO, for acts, omissions or obligations of AMRO arising out of such agreements.

CHAPTER 3 GOVERNANCE

Article 6 Structure

AMRO shall have an Executive Committee, an Advisory Panel, a Director and staff.

Article 7 Executive Committee: Composition

(1) Each member shall be represented on the Executive Committee and for this purpose may appoint up to two Deputies: one finance deputy from its government with responsibility for finance and one central bank deputy from its central bank or its equivalent. Any such appointment may be revoked at any time by the member that made the appointment.

(2) Each Deputy shall appoint an alternate who shall have full power to act on his or her behalf when the former is not present.

(3) Notwithstanding paragraphs (1) and (2) above, Hong Kong Special Administrative Region of the People's Republic of China (hereinafter referred to as "Hong Kong, China") may appoint one Deputy only.

Article 8 Executive Committee: Powers and Procedures

(1) All powers of AMRO under this Agreement that are not otherwise conferred on the Advisory Panel or the Director shall be vested in the Executive Committee.

(2) The Executive Committee shall maintain strategic oversight of and set policy directions for AMRO and, in particular:

- (a) review the reports prepared under Article 3 and Article 5 and such other reports and assessments as may be prepared by the Director, including any input provided by the Advisory Panel;
- (b) review and approve its annual reports which set out the performance of the functions and duties of AMRO containing an audited statement of AMRO's financial accounts and staffing levels;
- (c) review and approve the staffing levels, annual budget, and work programme of AMRO;
- (d) oversee the appointment process for, appoint, suspend or terminate the employment of the Director in accordance with Article 11 where necessary, and review the performance of the Director;
- (e) appoint the Advisory Panel members, and suspend or terminate any such appointments; and
- (f) set the publication policy of AMRO.

(3) The Executive Committee may promulgate such rules, regulations, policies and procedures as may be necessary or appropriate to conduct the business of AMRO.

(4) The Executive Committee may establish such committees as are necessary and appropriate to facilitate the general operations of AMRO.

(5) The Executive Committee shall meet at such frequency and at such place as it may determine and shall be jointly chaired by a Deputy from each of the coordinating countries, which consist of two members, one from among the ASEAN Member States and the other from among the People's Republic of China, Japan and the Republic of Korea.

Article 9 Voting

- (1) A quorum for any meeting of the Executive Committee shall be a majority of the Deputies who, in aggregate, exercise not less than two-thirds of the total voting power as set out in the Schedule to this Agreement.
- (2) The decisions of the Executive Committee shall be taken by consensus. If consensus cannot be reached, such decisions of the Executive Committee shall be effective if approved by no less than two-thirds of the total voting power as set out in the Schedule to this Agreement.
- (3) When two Deputies represent one member, they shall cast their votes as a unit. For the avoidance of doubt, the votes of the People's Republic of China and Hong Kong, China shall be cast separately.

Article 10 Advisory Panel

- (1) The Advisory Panel shall provide timely strategic, technical and professional input to AMRO's macroeconomic assessments and recommendations to the Director.
- (2) The Advisory Panel shall be independent from the Director and the staff of AMRO, and shall be accountable to the Executive Committee.
- (3) The Advisory Panel shall consist of not more than six members who are distinguished and respected economists under such terms and conditions as the Executive Committee may determine. The Advisory Panel members shall be appointed by the Executive Committee.

Article 11 Director and Staff

- (1) The Executive Committee shall appoint a Director. The Director shall hold office on such terms as determined by the Executive Committee.
- (2) The appointment of the Director shall be guided by the principles of meritocracy, transparency and openness.
- (3) The Director shall, unless directed otherwise by the Executive Committee, participate in the meetings of the Executive Committee.
- (4) The Director shall:
 - (a) provide the Executive Committee with periodic assessments of macroeconomic and financial conditions and policies in the region;
 - (b) be accountable to the Executive Committee and subject to its general control;
 - (c) be chief of the staff of AMRO and, unless the Executive Committee decides otherwise, be responsible for the organisation, appointment and dismissal of staff and overall performance of AMRO;
 - (d) represent AMRO and conduct the current business of AMRO;
 - (e) submit to the Executive Committee an annual report; and
 - (f) submit to the Executive Committee a plan of the staffing levels, annual budget, and annual work programme of AMRO for review and approval.

(5) The Director and the staff shall, in the discharge of their functions, owe their duty entirely to AMRO and to no other authority. Members shall respect the international character of this duty and shall refrain from all attempts to influence any of the staff in the discharge of these functions.

(6) In appointing the staff, the Director shall, subject to the paramount importance of securing the highest standards of efficiency and of technical competence, pay due regard to the importance of recruiting staff on as wide a regional geographical basis as possible.

Article 12

Confidentiality

Deputies and their alternates, members of the Advisory Panel, the Director and staff, experts performing missions for AMRO and any other persons who work or have worked for or in connection with AMRO shall not disclose information that they receive while discharging or purporting to discharge their duties unless approved by the Executive Committee. Their obligation to maintain the confidentiality of such information shall continue after their duties to AMRO have ceased. Throughout this Agreement, the term “experts performing missions for AMRO” refers to professionals carrying out AMRO’s purpose and functions under contract with AMRO.

Article 13

Budget and Finance

(1) AMRO shall be provided with the necessary financial resources to perform its functions effectively.

(2) AMRO shall establish financial rules and procedures in accordance with international standards. AMRO shall observe sound and prudent financial management policies and practices and budgetary discipline consistent with international best practices.

(3) Office-related expenses shall, on a reasonable basis, be borne by the Republic of Singapore as host country, and shall be remitted in a timely manner.

(4) All remaining expenses (including, but not limited to, human resources-related expenses) shall be borne by members in accordance with their contribution in the proportions set out in the Schedule to this Agreement. The members shall remit their contribution in a timely manner upon approval of their respective annual budgetary appropriations.

(5) AMRO may not borrow funds unless otherwise approved by the Executive Committee.

Article 14

Communication

(1) Each member may designate up to two appropriate official entities with which AMRO may communicate in connection with any matter arising under this Agreement. AMRO shall address all such communications to such designated official entities.

(2) Whenever the approval of any member is required under this Agreement before any act may be done by AMRO, approval shall be deemed to have been given unless the member presents a written objection within such reasonable period as the Executive Committee may determine when it notifies the member of the proposed act.

(3) The official language of AMRO shall be English.

Article 15
Location

The Headquarters of AMRO shall be located in the Republic of Singapore.

CHAPTER 4
STATUS, PRIVILEGES AND IMMUNITIES**Article 16**
Purposes of Status, Privileges and Immunities

The legal status, privileges, immunities, and exemptions set out in this Agreement shall be accorded to AMRO in the territory of each member to enable AMRO to effectively exercise its purpose and functions.

Article 17
Legal Status of AMRO

AMRO shall have full legal personality and, in particular, full legal capacity to:

- (a) enter into contracts;
- (b) acquire and dispose of immovable and movable property; and
- (c) institute legal proceedings.

Article 18
Privileges and Immunities of AMRO

(1) AMRO shall enjoy immunity from every form of legal process except to the extent that it expressly waives its immunity for the purpose of any proceedings or under the terms of any contract.

(2) The property and assets of AMRO shall, wherever located and by whomsoever held, be immune from search, requisition, confiscation, expropriation or any other form of seizure, taking or foreclosure by executive or legislative action.

(3) The archives of AMRO, and all documents belonging to it, or held by it, shall be inviolable.

(4) To the extent necessary to carry out its functions, all property and assets of AMRO shall be free from restrictions, regulations, controls and moratoria of any nature.

(5) Official communications of AMRO shall be accorded by each member treatment not less favourable than that it accords to the official communications of any other member.

(6) No censorship shall be applied to the official correspondence and other official communications of AMRO. Nothing in this Article shall be construed to preclude the adoption of appropriate security precautions to be determined by agreement between a member and AMRO.

(7) AMRO, its assets, property, income, and its operations and transactions shall be exempt from all taxation and from all customs duties. AMRO shall also be exempt from any obligation for the payment, withholding or collection of any tax or duty. Notwithstanding this, it is understood, however, that AMRO shall not claim exemption from taxes which are, in fact, no more than charges for public utility services.

Article 19

Privileges and Immunities of AMRO Personnel

Deputies and their alternates, members of the Advisory Panel, the Director and staff of AMRO, and experts performing missions for AMRO (hereinafter referred to as “AMRO Personnel”):

- (a) shall be immune from legal process with respect to words spoken and written and acts performed by them in their official capacity and shall enjoy inviolability in respect of their official papers and documents except when AMRO waives this immunity;
- (b) where they are not local citizens or nationals, shall be granted the same immunities from immigration restrictions, alien registration requirements and national service obligations and the same facilities as regards exchange restrictions as are accorded by each member to the representatives and staff of comparable rank of any other member;
- (c) shall be granted the same treatment in respect of travelling facilities as is accorded by each member to the representatives and staff of comparable rank of any other member; and
- (d) where they are not local citizens or nationals, shall be exempt from taxation on the salaries and emoluments paid to them by AMRO.

Article 20

Implementation

(1) Each member shall take the action necessary to give effect in its own territory to the legal status, privileges, immunities, exemptions and facilities of AMRO and AMRO Personnel set out in Articles 17, 18 and 19 and shall inform AMRO of the action that it has taken on the matter.

(2) Notwithstanding the other provisions of this Agreement, in the territories where AMRO is not located, the legal status, privileges, immunities, exemptions and facilities set out in this Agreement may be accorded to AMRO and AMRO Personnel to the extent permitted by the laws and regulations of the respective members. Nevertheless, privileges, immunities, exemptions and facilities referred to in Articles 18 and 19 for AMRO's fundamental necessities as determined by the Executive Committee shall be respected by such members.

(3) The provisions of this Agreement shall in no way limit or prejudice the privileges and immunities which may hereafter be accorded by any member to AMRO and AMRO Personnel by reason of the location of AMRO in the territory of that member. This Agreement shall not be deemed to prevent the conclusion between any member hereto and AMRO of supplemental agreements adjusting the provisions of this Agreement or extending or curtailing the privileges and immunities hereby granted.

Article 21

Waiver of Immunity

(1) Privileges and immunities are granted to AMRO Personnel in the interest of AMRO only and not for the personal benefit of the individuals themselves.

(2) The Executive Committee may waive to such extent and upon such conditions as it determines any of the immunities conferred under this Chapter in respect of Deputies and their alternates, members of the Advisory Panel, and the Director.

(3) The Director may waive any such immunity in respect of any staff of and experts performing missions for AMRO other than himself or herself.

(4) AMRO shall cooperate at all times with the appropriate authorities of members to facilitate the proper administration of justice, secure the observance of police regulations, respect and comply with local laws and prevent the occurrence of any abuse in connection with the privileges and immunities provided under this Agreement.

CHAPTER 5 FINAL PROVISIONS

Article 22 Amendments

- (1) Any member may at any time propose to the Executive Committee amendments to this Agreement.
- (2) The Executive Committee may adopt any proposed amendment of this Agreement only where consensus can be reached amongst the Deputies. For the avoidance of doubt, paragraph (2) of Article 9 relating to voting by the Executive Committee shall not apply to this Article.
- (3) Amendments to this Agreement shall enter into force on the ninetieth (90th) day after the date on which they have been ratified, accepted or approved by all members. The instruments of such ratification, acceptance or approval shall be dealt with in accordance with the procedure provided for in Article 25.

Article 23 Interpretation and Dispute Settlement

- (1) Members shall endeavour to settle disputes concerning the interpretation or application of this Agreement within six (6) months from the occurrence of such disputes through negotiation.
- (2) Any dispute that cannot be settled under paragraph (1) above shall be submitted to the Executive Committee, whose decision shall be final.
- (3) If a dispute should arise between AMRO and a government which has ceased to be a member, or between AMRO and any member after terminating the operations of AMRO, such dispute shall be submitted to arbitration by a tribunal of three arbitrators, one appointed by AMRO, another by former member or the government concerned, and the third, unless the parties concerned otherwise agree, by the President of the International Court of Justice or such other authority as may have been prescribed by regulations adopted by the Executive Committee. A majority vote of the arbitrators shall be sufficient to reach a decision which shall be final and binding upon the parties. The third arbitrator shall be empowered to settle all questions of procedure in any case where the parties are in disagreement with respect thereto.

Article 24 Signature and Deposit

- (1) The original of this Agreement in a single copy in the English language shall be signed by the Contracting Parties (hereinafter referred to as the "Signatories"), who shall then deposit the signed Agreement with the Secretary-General of the Association of Southeast Asian Nations (hereinafter referred to as the "Depositary").
- (2) The Depositary shall communicate certified copies of the signed Agreement to all the Signatories.

Article 25
Ratification, Acceptance or Approval

(1) This Agreement shall be subject to ratification, acceptance or approval by the Signatories. Instruments of ratification, acceptance or approval shall be deposited with the Depository, who shall notify the other Signatories of each deposit and the date thereof.

(2) A Signatory whose instrument of ratification, acceptance or approval is deposited before the date on which this Agreement enters into force, shall become a member on the date of the Agreement's entry into force. Any other Signatory, which complies with paragraph (1) above, shall become a member of AMRO upon the date of deposit of its instrument of ratification, acceptance or approval with the Depository, which shall notify the other members thereof.

Article 26
Entry into Force

This Agreement shall enter into force on the sixtieth (60th) day following the deposit of instruments of ratification, acceptance or approval by the People's Republic of China, Japan, the Republic of Korea, and at least five (5) ASEAN Member States including the Republic of Singapore.

Article 27
Membership and Withdrawal

(1) Membership of AMRO shall be open to governments whose relevant authorities are parties to the regional financial arrangement on the condition that they accept the obligations contained in this Agreement and are able and willing to carry out these obligations.

(2) Following the approval by the Executive Committee, an applicant shall become a member upon deposit of an instrument of accession with the Depository, who shall notify the other members thereof.

(3) Any member whose relevant authorities cease to be parties to the regional financial arrangement may withdraw from AMRO at any time by delivering a notice in writing to Headquarters of AMRO. A withdrawing member shall remain liable for all direct and contingent obligations to AMRO to which it was subject at the date of cessation of membership.

(4) Withdrawal by a member shall become effective, and its membership shall cease, on the date specified in its notice but in no event earlier than six (6) months after the date that notice has been received by Headquarters of AMRO.

Article 28
Transitional Arrangement

The Executive Committee shall have oversight over the transitional arrangement between AMRO Ltd and AMRO.

IN WITNESS WHEREOF, the undersigned, being duly authorised thereto by their respective governments, have signed this Agreement.

Done in Washington, District of Columbia, United States of America on the tenth day of October in the year two thousand and fourteen in a single original in the English language which shall be deposited with the Secretary-General of the Association of Southeast Asian Nations in accordance with Article 24.

(Signed) **For the Government of Brunei Darussalam**

(Signed) **For the Government of the Kingdom of Cambodia**

(Signed) **For the Government of the Republic of Indonesia**

(Signed) **For the Government of the Lao People's Democratic Republic**

(Signed) **For the Government of Malaysia**

(Signed) **For the Government of the Republic of the Union of Myanmar**

(Signed) **For the Government of the Republic of the Philippines**

(Signed) **For the Government of the Republic of Singapore**

(Signed) **For the Government of the Kingdom of Thailand**

(Signed) **For the Government of the Socialist Republic of Viet Nam**

(Signed) **For the Government of the People's Republic of China**

(Signed) **For the Government of Japan**

(Signed) **For the Government of the Republic of Korea**

(Signed) **For the Government of Hong Kong, China**

Schedule Contributions and Voting-Power Distribution

		Financial contribution		Basic votes	Votes based on contribution	Total voting power	
		(%)		(no. of vote)	(no. of vote)	(no. of vote)	(%)
China	China (excl. HK)	32.0	28.50	3.20	68.40	71.60	25.43
	Hong Kong, China		3.50	0.00	8.40	8.40	2.98
Japan			32.00	3.20	76.80	80.00	28.41
Korea			16.00	3.20	38.40	41.60	14.77
Plus 3			80.00	9.60	192.00	201.60	71.59
Indonesia			3.793	3.20	9.104	12.304	4.369
Thailand			3.793	3.20	9.104	12.304	4.369
Malaysia			3.793	3.20	9.104	12.304	4.369
Singapore			3.793	3.20	9.104	12.304	4.369
Philippines			3.793	3.20	9.104	12.304	4.369
Vietnam			0.833	3.20	2.00	5.20	1.847
Cambodia			0.100	3.20	0.24	3.44	1.222
Myanmar			0.050	3.20	0.12	3.32	1.179
Brunei			0.025	3.20	0.06	3.26	1.158
Lao PDR			0.025	3.20	0.06	3.26	1.158
ASEAN			20.00	32.00	48.000	80.00	28.41
Total			100.00	41.60	240.00	281.60	100.00